



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

dinsdag

30-04-2002

14:00 uur

mardi

30-04-2002

14:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen:</i>	<i>Commandes:</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel.: 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél.: 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax: 02/549 82 74</i>	<i>Fax: 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.leChambre.be</i>
<i>e-mail: publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail: publications@leChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Léon Campstein aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de elektriciteitsstarieven" (nr. 6722)

Sprekers: **Léon Campstein, Olivier Deleuze**, staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling

Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de analyse van de CREG over de liberalisering van de energiemarkt" (nr. 6892)

Sprekers: **Hagen Goyvaerts, Olivier Deleuze**, staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling

SOMMAIRE

Question de M. Léon Campstein au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint à la ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les tarifs de l'électricité" (n° 6722)

Orateurs: **Léon Campstein, Olivier Deleuze**, secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable

Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint à la ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'analyse, par la CREG, de la libéralisation du marché de l'énergie" (n° 6892)

Orateurs: **Hagen Goyvaerts, Olivier Deleuze**, secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 30 APRIL 2002

14:00 uur

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE
L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET
DE L'AGRICULTURE

du

MARDI 30 AVRIL 2002

14:00 heures

De vergadering wordt geopend om 14.12 uur door de heer Jos Ansoms, voorzitter.
La séance est ouverte à 14.12 heures par M. Jos Ansoms, président.

01 Question de M. Léon Campstein au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint à la ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les tarifs de l'électricité" (n° 6722)

01 Vraag van de heer Léon Campstein aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de elektriciteitsstarieven" (nr. 6722)

01.01 Léon Campstein (PS): Monsieur le président, j'ai jeté un coup d'œil sur ma dernière facture d'électricité et je me suis rendu compte qu'elle avait légèrement augmenté, contrairement à ce que j'espérais.

Je m'interroge sur les corrections tarifaires dont devraient pouvoir bénéficier nos concitoyens. Il est de notoriété publique qu'en Belgique, on paie l'électricité relativement cher, je dirais même trop cher, tandis que les coûts de production belge se situent dans la moyenne la moins élevée en Europe. Selon qu'on se trouve dans telle ou telle région ou selon son profil de consommation, je crois savoir que notre électricité nous coûte de 6 à 30% plus cher que dans les pays voisins. Ces tarifs sont certainement dus à toute une série de prix pratiqués à diverses étapes de la filière, soit au niveau du transport, soit au niveau de la vente aux intercommunales, soit au niveau de la distribution.

En cause, on pourrait parler du monopole d'Electrabel, toujours bien en place et qui, d'une certaine manière, étouffe toute espèce de concurrence. A cela, on pourrait ajouter l'attitude du comité de contrôle de l'électricité et du gaz qui, lui, est chargé du contrôle de l'énergie et qui n'applique pas complètement les baisses tarifaires demandées par le gouvernement en avril 2000. Cette structure a permis également à Electrabel de pratiquer une politique d'amortissement de ses investissements trop rapide et le coût de cette politique a fortement alourdi la facture du consommateur. Cette façon de faire a permis à Electrabel de s'octroyer des bénéfices relativement importants, ce au détriment des consommateurs. Je pense que l'enjeu est phénoménal puisqu'on peut parler en milliards d'euros qui auraient forcément dû

01.01 Léon Campstein (PS): Als verdediger van de consument verzet de PS zich tegen de elektriciteitsstarieven en stel ik mij vragen over de prijscorrecties die onze medeburgers zouden moeten genieten. De Belgische consument betaalt nog altijd 6 tot 30 % meer dan in de buurlanden.

Oorzaak is het monopolie van Electrabel dat elke poging tot concurrentie verstikt. Daarnaast is er de inschikkelijke houding van de CREG. Door die structuur kon Electrabel zijn investeringen afschrijven en de kosten hiervan via een gepeperde elektriciteitsrekening doorberekenen aan de consument. Dit beleid heeft miljarden onrechtmatig geïnde euro's opgebracht die terug naar de gemeenschap hadden kunnen stromen. Zal de regering haar invloed aanwenden om dit overduidelijke onrecht weer goed te

revenir à la collectivité.

A ce stade, j'aimerais savoir si le gouvernement pourra influencer au maximum sur cette problématique qui s'apparente à une certaine forme d'injustice? Trouvera-t-on des solutions dans l'intérêt du consommateur belge?

01.02 Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat: Monsieur le président, monsieur Campstein, le comité de contrôle a été, pendant trop d'années, le lieu d'une politique claire dont bénéficiaient tant les travailleurs du secteur via leur statut – ce que l'on peut comprendre – que les intercommunales ou Electrabel. C'était une politique de partage en quelque sorte des dividendes de ces prix élevés d'électricité entre ces trois pôles. Qui payait? Le petit consommateur. En effet, ce partage des rôles a eu pour conséquence que le prix de l'électricité en Belgique est l'un des plus élevés d'Europe pour le petit consommateur. Heureusement, les choses sont en train de changer. L'influence de l'ouverture du marché de l'électricité sur les prix commence à se faire sentir puisque les tarifs sociaux spécifiques ont diminué d'environ 74 euros par an sur une facture moyenne de 450 euros par an. On constate donc une sérieuse diminution des factures des personnes qui bénéficient d'un tarif social spécifique.

Suite aux dernières propositions du comité de contrôle, les ménages ont également pu bénéficier d'une diminution similaire de 74 euros alors que leur facture moyenne est de 570 euros par an. Cependant, l'électricité reste plus chère en Belgique que dans les pays voisins. C'est là un handicap qui, selon Test-Achats, représente plus ou moins 20%.

L'ouverture du marché continuera à produire des effets positifs sur le prix payé par le consommateur individuel, notamment par le biais de la diminution du coût de transport de l'électricité. D'après les chiffres résultant des nouvelles méthodes de calcul arrêtées par la CREG, on peut s'attendre à une diminution du coût de transport de l'électricité d'à peu près 50 millions d'euros par an, y compris les suramortissements auxquels vous avez fait allusion dans votre question. Ces suramortissements du réseau ont été évalués par la commission de régulation de l'électricité et du gaz de 350 à 450 millions d'euros par an et ils seront déduits de l'évaluation des coûts de transport.

En résumé, les consommateurs ne paieront pas deux fois le réseau de transport d'électricité car celui-ci a été amorti suivant des règles à propos desquelles la CREG a estimé qu'elles étaient parfois forcées. Par conséquent, une correction des tarifs de transport sera opérée en fonction de ces suramortissements.

Dans un système ouvert, il est bien entendu que les tarifs sociaux spécifiques seront gardés. Il n'est pas question de les supprimer et je les ai d'ailleurs fortement défendus. Les analyses de tarifs faites tant par le comité de contrôle que par Test-Achats confirment une diminution notable du prix payé par les plus faibles dans notre société.

Ces tarifs continueront à être d'application dans un marché libéralisé. De même, les modifications législatives nécessaires seront faites pour que ces tarifs sociaux spécifiques continuent à exister. Voilà la situation du prix de l'électricité. Je partage votre analyse. La situation s'est améliorée mais encore insuffisamment.

01.03 Léon Campstein (PS): Monsieur le président, je remercie le secrétaire d'Etat pour ces précisions. Toutefois, je souhaiterais lui

maken?

01.02 Staatssecretaris Olivier Deleuze: Al te lang verdeelden de werknemers van de sector, de intercommunales en Electrabel in het Controlecomité voor Elektriciteit en Gas (CREG) de opbrengsten van de energiesector onder elkaar, wat in het nadeel van de kleine consument speelde.

Dankzij de openstelling van de markt wordt de elektriciteit goedkoper, en worden vooral de sociale tarieven interessanter. Toch blijft de elektriciteit in België 20% duurder dan in onze buurlanden.

De CREG heeft beslist dat de kostprijs van het energievervoer moest dalen en dat de extra-investeringen van de berekening van die kostprijs mogen worden afgetrokken. Aldus zullen die kosten met 50 miljoen euro dalen. De consument zal de investeringen op die manier geen twee keer moeten betalen.

Bovendien is zelfs in een geliberaliseerde markt de opheffing van de sociale tarieven onbespreekbaar.

Voorts deel ik uw analyse. De situatie is er al op verbeterd en zal verder verbeteren.

01.03 Léon Campstein (PS): Kan u ons zeggen wanneer de toestand

demander s'il y aura une éventuelle réparation pour tout ce laps de temps pendant lequel le consommateur belge n'aura pas pu bénéficier d'une baisse normale des prix. Sera-ce pour 2006 ou plus tard? Je sais que, pour certaines entreprises, l'on a parlé de la libéralisation du marché pour 2004 plutôt que 2006. Mais, pour le consommateur, quand cela va-t-il pouvoir se produire?

01.04 Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat: Monsieur Campstein, je vais donner trois éléments de réponse. Tout d'abord, la date d'ouverture totale du marché aboutissant à une liberté de choix pour le consommateur individuel est de compétence régionale. La Flandre a prévu dans son décret que cette ouverture totale serait réalisée pour le 1^{er} juillet 2003. Les deux autres régions ont des dates différentes et plus tardives, mais, en tout cas, c'est de compétence régionale et non pas fédérale.

En deuxième lieu, j'ai un échange de courrier intense avec le comité de contrôle concernant la méthodologie de comparaison des prix. Toute la difficulté – et l'enjeu – est de savoir ce qu'il faut inclure dans le prix pour pouvoir déterminer si les prix en Belgique sont effectivement du même ordre de grandeur que les prix à l'étranger ou pas.

Cela touche à la fiscalité des entreprises, au choix des échantillons ainsi qu'à d'autres paramètres. Nous ne sommes pas encore tombés d'accord, le comité de contrôle et moi-même, sur le choix exact de méthodologie de comparaison des prix. Le gouvernement a décidé en avril 2000 que les prix seraient du même ordre de grandeur en Belgique que dans les pays étrangers pour juin de cette année. La difficulté qui est la nôtre actuellement est donc de définir la méthodologie de comparaison des prix.

Le consommateur belge payant des prix plus élevés que les pays environnants depuis bon nombre d'années, on ne peut, hélas, pas s'attendre à ce que le surplus payé depuis les années 1990 ou 1980 soit répercuté, aujourd'hui, au niveau de la facture. La meilleure garantie pour le consommateur d'avoir un prix raisonnable serait que le marché soit totalement ouvert. Ceux qui pensent, avec raison, que l'ouverture totale du marché présente également des aspects défavorables devraient, dans ce cas, convaincre le comité de contrôle d'appliquer *stricto sensu* la décision du gouvernement: rendre effectivement pour le consommateur les prix comparables aux prix étrangers. En effet, toute tendance à la hausse des prix en Belgique par rapport à l'étranger joue en faveur de ceux qui veulent la régionalisation des tarifs de l'électricité et l'ouverture totale du marché de l'électricité. Donc, veillons à ne pas courir plusieurs lièvres à la fois!

01.05 Léon Campstein (PS): Monsieur le secrétaire d'Etat, mes propos ne visaient nullement une réparation portant sur des dizaines d'années mais bien à partir du moment où le gouvernement a demandé que des baisses tarifaires soient appliquées, c'est-à-dire depuis le courant de l'année 2000. Soyons raisonnables!

daadwerkelijk zal verbeteren en of de consument een vergoeding voor de te hoge prijzen die tot nu toe werden toegepast, mag verwachten?

01.04 Staatssecretaris Olivier Deleuze: De Gewesten zijn bevoegd voor het bepalen van de datum waarop de markt volledig wordt opengesteld.

In Vlaanderen gebeurt dat op 1 juli 2003, in de andere Gewesten later.

Met het Controlem Comité worden gesprekken gevoerd.

Er is nog geen overeenstemming bereikt over de methode die zal worden gebruikt om de prijzen te vergelijken.

Men kan niet verwachten dat het tot nu toe te veel betaalde bedrag in de huidige prijs zou worden verrekend.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de analyse van de CREG over de liberalisering van de energiemarkt" (nr. 6892)

02 Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoind à la ministre de la Mobilité et des Transports. sur "l'analyse par la CREG de la

01.05 Léon Campstein (PS): Ik wilde een vergoeding vragen vanaf het ogenblik dat de regering een tarief daling, met name in 2000, heeft gevraagd. Laten we redelijk blijven!

libéralisation du marché de l'énergie" (n° 6892)

02.01 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, collega's, op 5 april 2002 stelde de Commissie voor de Regularisatie van de Elektriciteit en het Gas als federale toezichthouder op de vrije energiemarkt zijn jaarverslag-2001 voor. Gewoonlijk gebeurt de voorstelling van zo'n verslag veelal in een sfeer van goed nieuws, rooskleurige berichten en ambitieuze voornemens. In dit geval had ik echter de indruk dat de toon niet zo vrolijk was. Mevrouw Christine Vanderveeren, directievoorzitter van de Commissie voor de Regularisatie van de Elektriciteit en het Gas, maakte eerder een scherpe en kritische analyse van uw beleid inzake de liberalisering van de elektriciteitsmarkt. In de persknipsels die daarover verschenen, werd zelfs gesproken over een wanhopige toestand.

Enkele weken vóór 5 april 2002 was de eerste minister nog naar de Europese top in Barcelona afgereisd, waar hij van de kans gebruik maakte om zijn liberaal imago wat op te poetsen. In nogal stoere taal zei hij dat de Belgische elektriciteitsmarkt geliberaliseerd is.

Mijnheer de staatssecretaris, de aanwijzing van een onafhankelijk beheerder van een hoogspanningsnetwerk is één zaak. Die beheerder aan het werk krijgen, is blijkbaar toch iets anders. Daar blijkt het schoentje toch te wringen, omdat er in de praktijk nog veel obstakels overwonnen moeten worden. Ik denk daarbij aan de definitieve goedkeuring van de statuten, evenals de definitieve aanduiding van die netwerkbeheerder.

Ik kom daarmee terug op de kritiek van de CREG, die stelt dat u wel werk hebt gemaakt van het vergunningsbeleid voor de oprichting van windenergieparken – daaromtrent kennen wij de controverse – en nieuwe elektriciteitscentrales, maar ook dat de essentiële stappen voor de vrijmaking van de Belgische stroommarkt nog niet gezet zijn en dat bijvoorbeeld de aanduiding van de netbeheerder nog niet in kannen en kruiken is.

In de persmededeling heeft men het over een grote warboel die nog moeilijk beheersbaar is. Over de voorliggende statuten van de netwerkbeheerder blijkt dus nog discussie te bestaan. Rond 5 april werd beloofd om dit tegen 15 april 2002 af te werken. Het is nu veertien dagen later.

Mijnheer de staatssecretaris, wat is uw visie over de analyse van de CREG? Welk beleid stelt u daartegenover? Hoever staat het met de definitieve statuten en het tijdsschema waarin de volgende definitieve beslissingen over de vrijmaking kunnen worden verwacht? Hoe zult u dit concreet aanpakken?

02.02 Staatssecretaris Olivier Deleuze: Mijnheer de voorzitter, de openstelling van de elektriciteitsmarkt voor de concurrentie is een meervoudig dossier. Een van de beslissingen inzake de reorganisatie van de elektriciteits- en gasmarkt is de aanduiding van een onafhankelijke transmissienetbeheerder. Het wettelijke en reglementaire kader dat vóór de huidige federale regering bestond, was niet vastgelegd met de bedoeling om de beheerder van het transmissienet alle garanties voor onafhankelijkheid en efficiëntie te bieden. Dit kader moest bijgevolg worden aangepast. Het was ook de wil van de regering om een brede openstelling van het kapitaal van de transportnetbeheerder te verzekeren naar de beste voorbeelden uit de praktijk voor de openstelling van de markt voor concurrentie. Daarnaast

02.01 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): La Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a présenté son rapport annuel le 5 avril, dans une atmosphère empreinte de pessimisme. A cette occasion, la politique du gouvernement concernant la libéralisation du marché de l'électricité a fait l'objet de vives critiques.

Il semble que le secrétaire d'Etat ne réussisse pas à mener à bien la libéralisation du marché de l'électricité. Ainsi, il n'a pas encore été procédé à la désignation définitive d'un gestionnaire du réseau de transport et les statuts n'ont pas encore été arrêtés. A cet égard, la CREG fait même état d'une grande confusion. Ce n'est pas une mince critique.

Que pense le secrétaire d'Etat des critiques formulées par la CREG?

Quand les étapes essentielles à la libéralisation du marché de l'électricité seront-elles définitivement franchies?

02.02 Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat: L'ouverture du marché de l'électricité est un dossier complexe. L'une des décisions en matière de réorganisation du marché consiste en la désignation d'un gestionnaire de réseau de transport (GRT) indépendant. C'est pourquoi le cadre légal et réglementaire existant a dû être adapté. Le gouvernement entend assurer une ouverture maximale du

was het ook de bedoeling om de overheid bij deze openstelling te betrekken. Dit betekent dat er bij de toekomstige transportnetbeheerder geen overheersende aandeelhouder zal zijn. Inzake de tarieven waren de beslissingen van de federale regering bedoeld om te breken met het verleden zodat de consumenten daadwerkelijk van tariefverlagingen zouden kunnen genieten en om krijtlijnen met betrekking tot tarieven fundamenteel te heroriënteren.

Hieruit resulteren tariefverlagingen van ongeveer 500 miljoen euro in iets meer dan twee jaar, de quasi volledige afschaffing van de vaste bijdrage voor consumenten aangesloten op het laagspanningsnet – dit voor de levering aan particulieren van zowel elektriciteit als gas – en een aanzienlijke versterking van de sociale tarieven.

Voor de doelstellingen met betrekking tot rationeel energiegebruik en hernieuwbare energiebronnen heeft de regering binnen haar bevoegdheid een reeks ambitieuze maatregelen ingevoerd. De belangrijkste hiervan zijn de verhoging en het duurzaam maken van de fondsen toegekend aan de gewesten voor hun beleid inzake rationeel energiegebruik, de prioritaire toegang van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling op het transmissienet voor elektriciteit, de oprichting van een kader voor de certificatie van elektriciteit en de garantie van een minimale terugnameprijs voor die elektriciteit en tot slot de oprichting van een reglementair kader voor de ontwikkeling van offshore windmolenparken.

Op sociaal vlak heb ik het al gehad over de versterking van de sociale tarieven waartoe de regering beslist heeft. Hieraan moet zeker de verzevoudiging van de fondsen bestemd voor gezinnen met betalingsmoeilijkheden of in een kwetsbare situatie verkerend toegevoegd worden. Deze fondsen zouden reeds vanaf dit jaar 43 miljoen euro moeten bedragen, ter beschikking gesteld van de OCMW's die deze opdrachten van bijstand aan zwakke en kwetsbare gezinnen zullen vervullen.

Inzake de aanduiding van de beheerder van transmissienetten heeft de federale regering het kader waarbinnen de netbeheerder officieel kon worden aangeduid, uitgewerkt en goedgekeurd tijdens de Ministerraad van 25 januari 2002. De partijen moesten nog aangepaste ontwerpstatuten voorstellen voor de transportnetbeheerder die door de CREG goedgekeurd moeten worden en een compleet dossier bezorgen aan de regulator over de problematiek van de kosten voor de bijkomende pensioenen uit de activiteit van transport van elektriciteit, teneinde de regulator in staat te stellen zijn richtlijnen op dit gebied te bepalen.

02.03 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoord. Ik ben echter enigszins verwonderd over het feit dat hij niets zegt over de analyse van zijn beleid die de CREG heeft gemaakt.

Wij moeten de vrijmaking niet bewieroken omdat Electrabel de facto nog steeds een productiemonopolie heeft. Andere spelers op het terrein zoals RWE wordt het nagenoeg onmogelijk gemaakt om op die Belgische markt vaste voet aan de grond te krijgen.

Mijnheer de staatssecretaris, u hebt het over uw plannen voor het

capital du GRT et permettre aux pouvoirs publics d'être impliqués dans ce processus. Le futur GRT ne comptera plus d'actionnaire dominant.

Le gouvernement souhaite modifier fondamentalement les tarifs. Il en résulte des baisses de tarifs de l'ordre de 500 millions d'euros sur une période de deux ans, une suppression des redevances fixes pour les consommateurs particuliers et un renforcement des tarifs sociaux.

En ce qui concerne les objectifs en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'énergies renouvelables, des fonds ont été alloués aux Régions, les sources d'énergies renouvelables et la cogénération ont reçu un accès prioritaire au réseau de transport d'électricité, un cadre a été mis en place pour la certification de l'électricité et la garantie d'un prix de reprise minimale de cette électricité et, enfin, des parcs à éoliennes off-shore ont été prévus.

Les fonds destinés aux ménages confrontés à des difficultés de paiement a été multiplié par six pour atteindre cette année 43 millions d'euros.

Le Conseil des ministres du 25 janvier 2002 a approuvé le cadre pour la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'électricité. Les parties doivent encore proposer un projet de statuts adaptés pour les GRT qui devront être approuvés par la CREG. Il leur faudra ensuite fournir un dossier relatif au coût des pensions supplémentaires au régulateur, afin qu'il puisse arrêter ses directives sur ce plan.

02.03 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Le secrétaire d'Etat n'a soufflé mot de l'analyse effectuée par la CREG. Les nouveaux acteurs ne réussissent pas à prendre pied sur le marché belge de l'électricité. La libéralisation ne se fait pas précisément dans la transparence. J'espère que le secrétaire d'Etat nous informera lorsque les données

verhogen van de fondsen voor gezinnen. Ik kan mij daarover inhoudelijk niet uitspreken omdat dit momenteel wordt besproken in de commissie voor de Sociale Zaken. Het is echter wel zo dat de liberalisering op een transparante manier moet verlopen. Volgens mij zijn er echter een aantal afspraken gemaakt want anders kan ik niet begrijpen waarom de Europese concurrentiestrijd aan de orde is.

définitives relatives au statut du gestionnaire de réseau seront disponibles.

Mijnheer de staatssecretaris, ik stel voor om terug te komen op uw plannen voor het definitief toewijzen van die statuten eens daarover meer concrete elementen beschikbaar zijn.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.32 uur.

La réunion publique de commission est levée à 14.32 heures.